

REPORTING PERIOD:

16 August 2017 to 31 December 2020

▼ INFORMATIONS CONCERNANT LA PARTIE

1. Informations concernant la partie

Nom de la Partie

Bénin

Date à laquelle l'instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation a été déposé

7 novembre 2016

Date d'entrée en vigueur de la Convention pour la Partie

16 août 2017

2. Informations concernant le correspondant national

Nom complet de l'institution

Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable

Titre du coordonnateur

Ms.

Nom du coordonnateur

Sandra GONOU

Adresse postale

01 BP 3621 COTONOU

Numéro de téléphone

+22997372864

Numéro de télécopie

{Empty}

Adresse électronique

sandragonou@gmail.com

Deuxième adresse électronique

sandragonou@gmail.com

Site Internet

<https://cadredevie.gouv.bj>

3. informations concernant le coordonnateur présentant le rapport (si différentes des informations fournies au point 2)

Focal Point is submitting the national report

- ☒ L'information est envoyée par le point focal national
- ☐ L'information est envoyée par un autre responsable de contact

▼ ARTICLE 3 : SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MERCURE ET COMMERCE

3.1. Des activités d'extraction minière primaire de mercure étaient-elles menées sur le territoire de la Partie à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Informations complémentaires sur cette question si nécessaire

{Empty}

3.2. Des activités d'extraction minière primaire de mercure qui n'existaient pas à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard sont-elles actuellement menées sur le territoire de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

3.3. La Partie s'est-elle efforcée de recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d'approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an qui se trouvent sur son territoire ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Dans la négative, prière d'expliquer.

Des stocks individuels de mercure n'ont pas été recensés mais un inventaire national de niveau 2 a été réalisé en 2022.

3.4. La Partie dispose-t-elle de mercure excédentaire provenant de la mise hors service d'usines de chlore-alcali ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

3.5. La Partie a-t-elle, au cours de la période considérée, procédé à des exportations de mercure avec le consentement ou sur la base d'une notification générale de consentement des États importateurs,

conformément à l'article 3, après avoir obtenu toutes les attestations nécessaires dans le cas des États importateurs non Parties ?

- ☐ Oui, vers des États Parties
- ☐ Oui, vers des États non Parties
- ☒ Non

Additional information if needed

Le Bénin ne disposant de mines d'extraction de mercure, il n'est pas un pays exportateur. Toutefois, étant un pays à façade portuaire, il pourrait servir de pays de transit vers des pays importateurs. Des investigations plus poussées doivent être menées auprès des services de la douane.

3.6. La Partie a-t-elle permis que du mercure en provenance d'un État non Partie soit importé sur son territoire ?

- ☒ Non
- ☐ Oui
- ☐ La Partie importatrice a recouru au paragraphe 7 de l'article 3

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Des séances de travail doivent être organisées avec les services de la douane pour comprendre davantage l'origine et la destination du mercure retracé dans leur déclaration

▼ ARTICLE 4 : PRODUITS CONTENANT DU MERCURE AJOUTÉ

4.1. La Partie a-t-elle pris des mesures appropriées pour faire en sorte qu'aucun des produits contenant du mercure ajouté figurant dans la première partie de l'Annexe A de la Convention ne soit fabriqué, importé ou exporté après la date d'abandon définitif fixée pour ces produits ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Oui (en application de l'article 4, paragraphe 2)

Dans la négative, la Partie a-t-elle fait enregistrer une dérogation au titre de l'article 6 ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

4.3. La Partie a-t-elle pris au moins deux mesures à l'égard des produits contenant du mercure ajouté inscrits dans la deuxième partie de l'Annexe A, conformément aux dispositions de cette annexe ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

Le Bénin à l'instar de plusieurs pays, commémore la journée mondiale de l'hygiène bucco-dentaire. Par ailleurs, la plupart des unités de dentisteries réduisent l'utilisation du mercure à la forme encapsulée.

4.4. La Partie a-t-elle pris des mesures pour empêcher que des produits contenant du mercure ajouté dont la fabrication, l'importation et l'exportation ne lui sont pas permises en vertu de l'article 4 soient incorporés dans des produits assemblés ?

☐ Oui

☒ Non

4.5. La Partie a-t-elle découragé la fabrication et la distribution dans le commerce de produits contenant du mercure ajouté à des fins qui ne cadrent avec aucune des utilisations connues de tels produits, conformément au paragraphe 6 de l'article 4 ?

☐ Oui

☒ Non

Dans la négative, une évaluation des risques et avantages du produit prouvant qu'il procure des bienfaits aux plans de l'environnement ou de la santé humaine a-t-elle été effectuée ? La Partie a-t-elle fourni au secrétariat, le cas échéant, des informations sur chaque produit de ce genre ?

☐ Oui

☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 5 : PROCÉDÉS DE FABRICATION UTILISANT DU MERCURE OU DES COMPOSÉS DU MERCURE

5.1. Y a-t-il sur le territoire de la Partie des installations qui utilisent du mercure ou des composés du mercure dans des procédés de fabrication inscrits à l'Annexe B de la Convention de Minamata, comme visé au paragraphe 5 de l'article 5 de cette Convention ?

☐ Oui

☒ Non

☐ Aucune idée

5.2. Des mesures sont-elles en place pour qu'aucun mercure ou composé du mercure ne soit utilisé dans les procédés de fabrication inscrits dans la première partie de l'Annexe B après la date d'abandon définitif spécifiée dans cette Annexe pour chaque procédé ?

PRODUCTION DE CHLORE-ALCALI :

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION D'ACÉTALDÉHYDE DANS LAQUELLE DU MERCURE OU DES COMPOSÉS DU MERCURE SONT UTILISÉS COMME CATALYSEURS :

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

5.3. Des mesures sont-elles en place pour limiter l'utilisation de mercure ou de composés du mercure dans les procédés énumérés dans la deuxième partie de l'Annexe B conformément aux dispositions de cette Annexe ?

PRODUCTION DE CHLORURE DE VINYLE MONOMÈRE :

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION DE MÉTHYLATE OU D'ÉTHYLATE DE SODIUM OU DE POTASSIUM :

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION DE POLYURÉTHANE UTILISANT DES CATALYSEURS CONTENANT DU MERCURE :

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Not applicable (do not have these facilities)

5.4. Est-il fait usage de mercure ou de composés du mercure dans un procédé de fabrication inscrit à l'Annexe B par une quelconque installation qui n'existait pas avant la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie ?

☐ Oui

☒ Non

5.5. Une quelconque installation faisant appel à un quelconque autre procédé de fabrication dans lequel du mercure ou des composés du mercure sont utilisés intentionnellement a-t-elle été établie après la date d'entrée en vigueur de la Convention ?

☐ Oui

☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 7 : EXTRACTION MINIÈRE ARTISANALE ET À PETITE ÉCHELLE D'OR

7.1. Des mesures ont-elles été prises par la Partie pour réduire et, si possible, éliminer l'utilisation de mercure et de composés du mercure ainsi que les émissions et rejets consécutifs de mercure dans l'environnement associés aux activités d'extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d'or soumises à l'article 7 qui sont menées sur son territoire ?

☒ Oui

☐ Non

☐ Aucune activité d'extraction artisanale et à petite échelle ou de traitement d'or soumise à l'article 7 qui utilise l'amalgamation n'est menée sur le territoire de la Partie

Dans l'affirmative, prière de fournir des informations sur ces mesures.

Prise de l'arrêté 2004 N°71 MMEH/DC/SGM/CTRNE/CTJ/DGE/SA du 19 août 2004 portant réglementation de l'orpaillage en République du Bénin.

7.2. La Partie a-t-elle déterminé et fait savoir au secrétariat que les activités d'extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d'or menées sur son territoire sont non négligeables ? (par. 3 a) et b))

☐ Oui

☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 8 : ÉMISSIONS

8.1. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l'Annexe D comportant de nouvelles sources d'émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, décrivez les mesures mises en place et leur efficacité, s'agissant de la réalisation des exigences du paragraphe 4 de l'article 8.

- ☐ Centrales électriques alimentées au charbon
- ☐ Chaudières industrielles alimentées au charbon
- ☐ Procédés de fusion et de grillage utilisés dans la production de métaux non ferreux
- ☒ Installations d'incinération de déchets

Installations d'incinération de déchets

Des mesures spécifiques ne sont pas encore mises en places étant donné que la plupart des incinérateurs ne sont pas conformes aux normes environnementales en la matière. Toutefois, les audits environnementaux réalisés dans ces unités incitent ces dernières à prendre les dispositions pour atténuer leurs émissions.

- ☐ Installations de production de clinker de ciment

La Partie a-t-elle exigé l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler, et dans la mesure du possible, réduire les émissions produites par les nouvelles sources au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière d'en faire connaître les raisons

la plupart de ces incinérateurs de déchets ne sont pas conformes aux normes environnementales. Quant aux unités de clinkérisation qui incinèrent les déchets dangereux comme les huiles usagers, elles disposent pour la plupart d'un certificat de conformité environnementale. Cependant, des actions de sensibilisation sont menées à leur endroit afin qu'elles prennent les dispositions pour réduire leurs émissions.

Attach relevant documentation

{Empty}

8.2. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l'Annexe D comportant des sources existantes d'émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, indiquez les mesures, parmi celles figurant ci-dessous, qui ont été prises en application du paragraphe 5 de l'article 8, en apportant des précisions, entre autres, sur les progrès qu'elles ont permis de faire dans la réduction progressive des quantités émises sur le territoire de la Partie:

▼ CENTRALES ÉLECTRIQUES ALIMENTÉES AU CHARBON

- ☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;
- ☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

{Empty}

Progress

{Empty}

▼ CHAUDIÈRES INDUSTRIELLES ALIMENTÉES AU CHARBON

- ☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;
- ☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

{Empty}

Progress

{Empty}

▼ PROCÉDÉS DE FUSION ET DE GRILLAGE UTILISÉS DANS LA PRODUCTION DE MÉTAUX NON FERREUX

- ☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;

☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;

☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

{Empty}

Progress

{Empty}

▼ **INSTALLATIONS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS**

☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;

☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;

☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

Incitation à l'utilisation de filtres par exemple

Progress

Prise de conscience, recherche de partenariat pour acquérir des dispositifs moins polluants

▼ **INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE CLINKER DE CIMENT**

☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Use of BAT/BEP to control emissions from relevant sources

☐ Multi-pollutant control strategy that would deliver co-benefits for control of mercury emissions

☐ Alternative measures to reduce emissions from relevant sources

Measures

Incitation à l'utilisation de filtres par exemple

Progress

Prise de conscience.

Les mesures relatives aux sources existantes stipulées au paragraphe 5 de l'article 8 ont-elles été mises en place au plus tard 10 ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière d'en faire connaître les raisons

L'absence des textes fixant les normes, et les coûts liés à la mise en œuvre des meilleures pratiques.

8.3. La Partie a-t-elle établi un inventaire des émissions des sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ L'entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans

Dans l'affirmative, de quand date la dernière mise à jour de cet inventaire ?

jeu, 01/20/2022 – 00:00

Prière d'indiquer où on peut le consulter.

Le rapport de l'inventaire de niveau 2 est disponible auprès du Secrétariat de la convention. Il sera bientôt mis en ligne.

Toutefois, le rapport MIA du Bénin, élaboré en 2018 est en ligne.

Attach

{Empty}

8.4. La Partie a-t-elle choisi de définir des critères pour recenser les sources pertinentes incluses dans chaque catégorie de sources ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

8.5. La Partie a-t-elle choisi d'élaborer un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les émissions produites par les sources pertinentes, ainsi que les objectifs, buts et résultats visés ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

9.1. La Partie a-t-elle pris des mesures pour faire en sorte que le stockage provisoire du mercure et des composés du mercure destinés à une utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention soit assuré d'une manière écologiquement rationnelle ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Aucune idée

9.2. La Partie a-t-elle établi un inventaire des rejets produits par les sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Aucune source pertinente de rejets n'existe sur le territoire de la Partie
- ☐ L'entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans
- ☐ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 10 : STOCKAGE PROVISoire ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNEL DU MERCURE, À L'EXCLUSION DES DÉCHETS DE MERCURE

10.1. La Partie a-t-elle pris des mesures permettant de répondre aux exigences du paragraphe 3 de l'article 11 pour ses déchets de mercure ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Aucune idée

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 11 : DÉCHETS DE MERCURE

11.1. La Partie a-t-elle pris des mesures permettant de répondre aux exigences du paragraphe 3 de l'article 11 pour ses déchets de mercure ?

- ☐ Oui

☒ Non

11.2. Existe-t-il des installations pour l'élimination définitive des déchets constitués de mercure ou de composés du mercure sur le territoire de la Partie ?

☐ Oui

☒ Non

☐ Aucune idée

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 12 : SITES CONTAMINÉS

12.1. La Partie s'est-elle efforcée d'élaborer des stratégies pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure se trouvant sur son territoire ?

☐ Oui

☒ Non

Prière de préciser

peu de disponibilités matérielles et financières pour le faire.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 13 : RESSOURCES FINANCIÈRES ET MÉCANISME DE FINANCEMENT

13.1. La Partie a-t-elle entrepris de fournir, dans la mesure de ses moyens et conformément à ses politiques, priorités, plans et programmes nationaux, des ressources pour les activités nationales prévues aux fins de la mise en œuvre de la Convention ?

☐ Oui

☒ Non

Prière de préciser

Pas de façon spécifique pour la Convention de Minamata mais plutôt de façon globale pour toutes les Conventions.

Observations

{Empty}

13.2. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle, dans la mesure de ses moyens, apporté des contributions au mécanisme de financement visé au paragraphe 5 de l'article 13 ?

☐ Oui

☒ Non

Prière de préciser

Les contributions annuelles instituées seront honorées dès que les disponibilités financières se présenteront à la Partie.

Observations

{Empty}

13.3. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle fourni des ressources financières pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à mettre en œuvre la Convention par le biais d'autres sources bilatérales, régionales et multilatérales ?

☐ Oui

☒ Non

Prière de préciser

La Partie est un pays en développement.

Observations

{Empty}

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 14 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

14.1. La Partie a-t-elle coopéré à la fourniture d'un renforcement des capacités ou d'une assistance technique à une autre Partie à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 14 ?

☐ Oui

☒ Non

Prière de préciser

La Partie n'a pas encore été sollicitée dans le cadre d'une pareille coopération.

14.2. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle reçu de l'aide aux fins du renforcement des capacités ou une assistance technique, conformément aux dispositions de l'article 14 ?

☒ Oui

☐ Non

Prière de préciser

Dans le cadre de l'élaboration du rapport MIA et dans le cadre d'un projet SIP.

Observations

{Empty}

14.3. La Partie a-t-elle encouragé et facilité la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies de remplacement écologiquement rationnelles de pointe, ainsi que l'accès à ces technologies ?

☐ Oui

☐ Non

☒ Autre

Prière de préciser

Des sessions de promotion de l'utilisation de méthodes alternatives ont été organisées.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 16 : ASPECTS SANITAIRES

16.1. Des mesures ont-elles été prises pour informer le public du problème de l'exposition au mercure, comme prévu au paragraphe 1 de l'article 16 ?

☒ Oui

☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

Des sessions d'échanges d'informations avec les parties prenantes (professionnels de la santé) et le public ont été organisées

16.2. D'autres mesures ont-elles été prises pour protéger la santé humaine conformément à l'article 16 ?

☒ Oui

☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 17 : ÉCHANGE D'INFORMATIONS

17.1. La Partie a-t-elle facilité l'échange d'informations mentionné au paragraphe 1 de l'article 17) ?

☒ Oui

☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

Les documents élaborés sont partagés avec le Secrétariat de la convention et mis en ligne afin que d'autres pays puissent l'exploiter.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 18 : INFORMATION, SENSIBILISATION ET ÉDUCATION DU PUBLIC

18.1. Des mesures ont-elles été prises pour encourager et faciliter la mise à la disposition du public des types d'informations visés au paragraphe 1 de l'article 18 ?

☒ Oui

☐ Non

Dans l'affirmative, prière d'indiquer les mesures prises et de fournir des informations sur leur efficacité.
Des séances de sensibilisation ont été organisées

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ ARTICLE 19 : RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT ET SURVEILLANCE

19.1. La Partie a-t-elle mené des activités de recherche-développement et de surveillance, conformément au paragraphe 1 de l'article 19 ?

☒ Oui

☐ Non

Dans l'affirmative, prière de décrire ces activités.

Deux inventaires recensant les utilisations, la consommation, les émissions atmosphériques et les rejets dans l'eau et le sol, d'origine anthropique, de mercure et de composés du mercure ont été réalisés:

- le 1er en 2018 (le MIA)
- le 2è en 2022 (niveau 2)

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

{Empty}

▼ COMMENTAIRES

Partie C : Observations concernant les éventuelles difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs de la Convention

Les catégories de sources émettrices applicables à notre Partie sont très diversifiées et les inventaires nécessitent des ressources dont les pays ne disposent pas souvent.

Par ailleurs, l'une des difficultés majeures réside également dans la surveillance des émissions à l'aide d'équipements appropriés (prise de mesures directes).

Enfin, l'élimination des déchets mercuriels nécessite des moyens matériels, techniques et financiers conséquents.

▼ INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Informations supplémentaires : Partie D : Observations concernant le formulaire de communication d'informations et les améliorations envisageables.

Le formulaire de communication est bien structuré mais sa compréhension reste un peu difficile. Par ailleurs, le remplissage du formulaire nécessite une approche multisectorielle et le l'inexistence de ressources pour le faire ralentit considérablement sa finalisation.